

# ENGAGEMENT DU RÉSEAU DES GESTIONNAIRES DE LA DETTE PUBLIQUE EN AFRIQUE

13 AVRIL 2023

Jim Matsemela

Responsable du Programme « Gestion de la  
dette publique soutenable »

CABRI

CABRI 

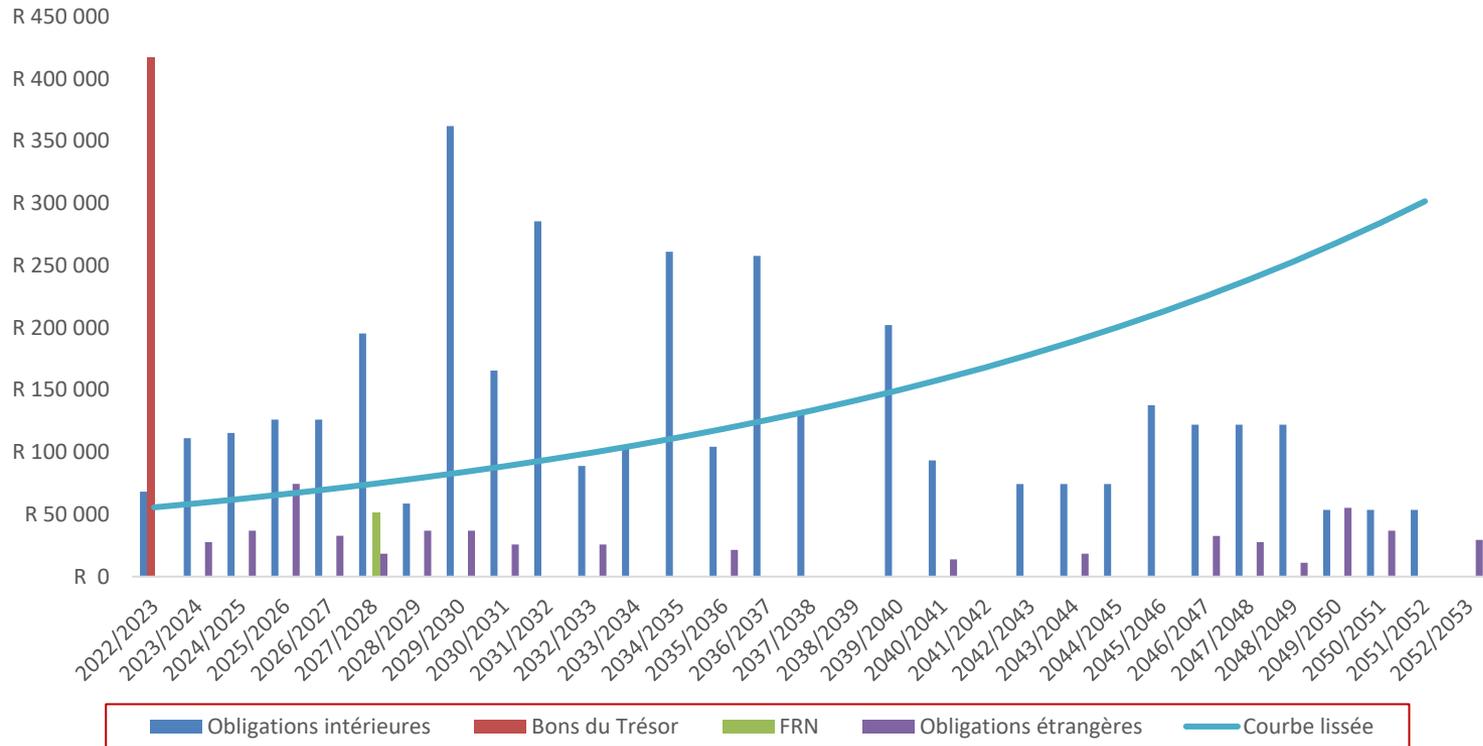
CONNECT • SHARE • REFORM

# PRÉSENTATION DU CONTEXTE

- Les stratégies/opérations de gestion active de la dette – telles que les rachats de dettes et les échanges (ou conversions) de dettes (ou créances), peuvent être exécutées (volontairement) dans le cours normal du développement du marché de la dette en monnaie nationale ou forcées (involontairement) en raison de problèmes imminents de surendettement et/ou de refinancement
- En moyenne, les conversions de dettes en tant que stratégies neutres au niveau de la trésorerie sont plus fréquentes que les stratégies de rachat de dettes (stratégies d'utilisation/de retrait de liquidités)
- Les échanges de créances sont sans effet sur la trésorerie, mais ils ne sont pas nécessairement neutres sur le plan du portefeuille ou de la durée (c.-à-d. qu'ils ont tendance à prolonger la durée, ce qui ajoute une marge de coût au coût d'emprunt prévu)
- Les échanges de créances peuvent faire partie du plan d'emprunt annuel (PEA) et contribuer à la réalisation de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) et/ou à l'atteinte des indicateurs de référence stratégiques du risque de reconduction et de refinancement
- Si les échanges de créances deviennent une caractéristique permanente du PEA, ils augmenteront très probablement le coût d'emprunt tout en réduisant le risque de refinancement (compromis coût /risque)
- Mais la cohérence de présentation des échanges de créances dans le PEA signifie la transparence de la dette sur le marché de la dette, ce qui peut ou non réduire la prime (le risque) de remboursement.

# COURBE LISSE SUD-AFRICAINE DE REMBOURSEMENT AU COMPTANT

Structure des échéances



- Le programme d'arbitrage (de conversion) des obligations (ou titres) d'État a réussi à gérer le risque de refinancement pendant les périodes de faible croissance économique prolongée
- Depuis le début du programme d'échange de créances (arbitrage) en février 2015, 254,5 milliards de rands d'obligations à court terme ont été échangées contre des obligations à plus long terme
- Le programme révisé d'échange de créances (arbitrage de titres de créances) en 2021/22 vise à assurer la transparence et à réduire la spéculation autour des adjudications d'arbitrage d'obligations. Une partie du programme consiste à mettre en ligne le calendrier des adjudications d'arbitrage ainsi que les conditions des relations avec les investisseurs sur le site Web de la Trésorerie nationale sud-africaine
- En 2021/22, un total de 13 adjudications d'arbitrage d'obligations ont été effectuées pour un total de 48 milliards de rands d'obligations à plus court terme (obligation R2023)

Source : Rapport sur la gestion de la dette de la Trésorerie nationale sud-africaine (2021/22)

# QUESTIONS DE CADRAGE DES DISCUSSIONS

**Comment les gouvernements africains utilisent-ils des stratégies/opérations de gestion active de la dette, en particulier les conversions de dettes ou les échanges de créances – lorsque les obligations à plus court terme sur le point d’être remboursées sont échangées contre des obligations à plus long terme pour gérer le risque de refinancement ?**

- Ces opérations d’échange de créances (ou d’arbitrage et de rachat) sont-elles utilisées comme un outil de gestion de la trésorerie, un outil de gestion de la dette, ou un outil de gestion du risque, ou comme tous ces outils ?
- Ces techniques de gestion active de la dette peuvent-elles s’appliquer uniformément à la fois à la dette extérieure et à la dette intérieure ?

# QUESTIONS DE CADRAGE DES DISCUSSIONS (suite...)

Les indicateurs de risque de refinancement basés sur le portefeuille sont contrôlés par les gestionnaires de la dette qui peuvent facilement les mettre en œuvre (avec les approbations nécessaires), en tant que signes avant-coureurs :

- Quels sont certains de ces indicateurs et dans quelle mesure inculquent-ils la discipline et favorisent-ils des relations de travail plus étroites entre les diverses unités (ou les différents services) des bureaux (ou directions) de gestion de la dette en vue d'atteindre les objectifs communs de gestion de la dette ?

Je vous remercie